

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**












---

**Construction du bâtiment "Accueil de site" sur le campus  
d'Annecy-le-Vieux**

---

**Université Savoie Mont Blanc**  
27 Rue Marcoz  
BP 1104  
73011 CHAMBERY CEDEX

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Construction du bâtiment "Accueil de site" sur le campus d'Annecy-le-Vieux
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Nombre de lots</b>	16
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Reconduction</b>	Sans
	<b>Prix</b>	Prix global forfaitaire
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	5
1.1 - Objet du contrat .....	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 - Réalisation de prestations similaires .....	5
2 - Pièces contractuelles .....	6
3 - Intervenants.....	6
3.1 - Maîtrise d'œuvre .....	6
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier .....	7
3.3 - Coordination des systèmes de sécurité incendie .....	7
3.4 - Contrôle technique .....	7
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	7
5 - Durée et délais d'exécution .....	7
5.1 - Durée globale.....	7
5.2 - Délai prévisionnel global d'exécution des prestations .....	7
5.3 - Durée du contrat.....	8
5.4 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution.....	8
6 - Prix .....	8
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	8
6.2 - Modalités de variation des prix .....	9
6.3 - Répartition des dépenses communes .....	11
7 - Garanties Financières .....	11
8 - Avance.....	12
8.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	12
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	12
9 - Modalités de règlement des comptes .....	13
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels.....	13
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	13
9.3 - Délai global de paiement .....	14
9.4 - Paiement des cotraitants.....	14
9.5 - Paiement des sous-traitants .....	14
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	14
10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits .....	14
10.2 - Implantation des ouvrages .....	14
10.3 - Préparation et coordination des travaux.....	14
10.4 - Etudes d'exécution .....	16
10.5 – Démarche BIM .....	16
10.6 - Installation et organisation du chantier .....	16
10.7 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier .....	16
11 - Développement durable .....	17
12 - Réception.....	17
12.1 - Réception des travaux .....	17
13 - Garantie des prestations.....	18
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	18
15 - Pénalités.....	18
15.1 - Pénalités de retard.....	18
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	18

15.3 - Autres pénalités spécifiques .....	18
16 - Assurances .....	20
17 - Résiliation du contrat.....	20
17.1 - Conditions de résiliation .....	20
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	20
18 - Règlement des litiges et langues .....	21
19 - Dérogations.....	21

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Construction du bâtiment "Accueil de site" sur le campus d'Annecy-le-Vieux

Lieu(x) d'exécution :

Rue de la Pesse, campus universitaire

74940 Annecy-le-Vieux

### 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 16 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Terrassement - Espaces verts
02	Gros Oeuvre
03	Flocage
04	Charpente – Ossature bois – Parements extérieurs bois
05	Couverture - Bardage métallique
06	Menuiseries extérieures - Bois- Occultations
07	Métallerie
08	Cloisons - Doublages - Plafonds plâtre
09	Menuiseries intérieures
10	Faux plafonds
11	Sols souples
12	sols durs - Faïences
13	Peintures
14	Ascenseurs
15	Chauffage - Ventilation - Plomberie + Sanitaires
16	Electricité – CFA – SSI - PV

### 1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles spécifiques à chaque lot
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le calendrier détaillé d'exécution
- Le Cadre de Réponse Technique (CRT)
- Le Dossier des Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (DIUO).
- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) pour ses prix unitaires

## 3 - Intervenants

### 3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement :

INSOLITES ARCHITECTURES  
60 rue Chaponnay  
69003 Lyon  
Siret : 484 190 632 00048  
Mandataire

MILIEU STUDIO  
3 rue Sainte Marie des Terreaux  
69001 Lyon  
N° Siret : 492 973 664 00021

CYPRIUM  
119, avenue de Saxe  
69003 Lyon  
Siret : 338 547 300 00040

URBECO  
16, rue Henri Becquerel  
69680 Chassieu  
SIRET : 853 455 285 00017

THERMIBEL  
3, rue des Pins  
38100 GRENOBLE  
Siret : 322 323 270 00064

PROMAN  
27, allée Albert Sylvestre  
73 000 Chambéry  
SIRET : 493 314 108 00025

IM-PACT  
12, boulevard Vaquez  
63 130 Royat  
N° SIRET : 808 263 610 00020

ICS  
95, rue du Dauphiné  
69800 Saint-Priest  
SIRET : 488 047 382 00020

SYLVA CONSEIL  
66 rue des Courtiaux  
63000 Clermont-Ferrand  
N° Siret : 323 097 766 000 55

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est DIAG/ESQ(concours)+ APS + APD + PRO/DCE + AMT + EXE + DET + AOR + QEB + OPC + CSSI +OPC + BIM + TDS+ CEM.

### **3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier**

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

### **3.3 - Coordination des systèmes de sécurité incendie**

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par le maître d'œuvre.

### **3.4 - Contrôle technique**

Le contrôle technique est assuré par :

APAVE

Agence d'Annecy

Contact : Gilles Damiano – [gilles.damiano@apave.com](mailto:gilles.damiano@apave.com) - Portable : 06 20 37 02 64

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

LP + SEI + PV + PS + F + TH + THBBC + VIEL + HAND et ATT HAND + VMC + AMO (notice sécurité PC + Isolation Thermique et matériaux biosourcés)

### **3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

ELYFEC SACU

29 rue Condorcet

38090 Vaulx Milieu

Contact : Monsieur Joseph DONNANGELO – [joseph.donnangelo@elyfec.fr](mailto:joseph.donnangelo@elyfec.fr) – portable 06 08 94 74 36

## **4 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **5 - Durée et délais d'exécution**

### **5.1 - Durée globale**

La durée globale prévisionnelle du marché débute à la date de notification du marché au titulaire jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement du marché du dernier lot qui sera réceptionné.

### **5.2 - Délai prévisionnel global d'exécution des prestations**

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 17 mois soit 15 mois de travaux et 2 mois pour la période de préparation.

La notification du lot 01 est le point de départ de la période de préparation. Lorsque le niveau de préparation des travaux atteint est conforme aux exigences fixées ci-avant, un ordre de service précisera la date de démarrage de l'exécution des travaux.

### **5.3 - Durée du contrat**

La durée du contrat propre à chaque lot est détaillée dans le planning prévisionnel.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 30 jours.

### **5.4 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution**

Les délais d'exécution des travaux sont définis conformément au calendrier prévisionnel d'exécution.

#### **Calendrier détaillé d'exécution**

**A)** Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'œuvre, responsable de la mission d'OPC (ordonnancement, pilotage et coordination de chantier), après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique pour chaque lot la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier. Après acceptation par chaque titulaire, il est soumis par le responsable de la mission d'OPC à l'approbation du pouvoir adjudicateur 10 jours au moins avant l'expiration de la période de préparation du chantier.

**B)** Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

**C)** En cas de retard dans la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux, un délai de quatre mois est prévu. Il est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres au lot débutant en premier les prestations d'une part et au lot considéré d'autre part.

**D)** Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de la mission d'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

## **6 - Prix**

### **6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les prix tiennent compte des dépenses communes de chantier.



## 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% [(0.85 \text{ TP01 (n-3)} / \text{TP01 (o)}) + (0.15 \text{ EV1 (n-3)} / \text{EV1 (o)})]$	
02	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT06 (n-3)} / \text{BT06 (o)})$	
03	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT01 (n-3)} / \text{BT01 (o)})$	
04	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT16b (n-3)} / \text{BT16b (o)})$	
05	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT49 (n-3)} / \text{BT49 (o)})$	
06	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT19b (n-3)} / \text{BT19b (o)})$	
07	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT42 (n-3)} / \text{BT42 (o)})$	

Lot(s)	Formules	Prix concernés
08	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT08 (n-3) / BT08 (o))$	
09	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT18a (n-3) / BT18a (o))$	
10	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT08 (n-3) / BT08 (o))$	
11	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT10 (n-3) / BT10 (o))$	
12	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT09 (n-3) / BT09 (o))$	
13	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT46 (n-3) / BT46 (o))$	
14	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT48 (n-3) / BT48 (o))$	
15	$C_n = 15.0\% + 85.0\% [(0.34 BT40 (n-3) / BT40 (o)) + (0.47 BT41 (n-3) / BT41 (o)) + (0.19 BT38 (n-3) / BT38 (o))]$	
16	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT47 (n-3) / BT47 (o))$	

selon les dispositions suivantes :

- $C_n$  : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index définitif n-3. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence I, publié(s) par l'INSEE sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	TP01	Index Travaux Publics - Index général TP - Base 2010
01	EV1	Index divers dans la construction - Travaux de végétalisation - Base 2010
02	BT06	Index du bâtiment - Ossature, ouvrages en béton armé - Base 2010
03	BT01	Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010
04	BT16b	Index du bâtiment - Charpente bois - Base 2010
05	BT49	Index du bâtiment - Couverture et bardage en tôles d'acier nervurés avec revêtement étanchéité - Base 2010
06	BT19b	Index du bâtiment - Menuiserie extérieure - Base 2010
07	BT42	Index du bâtiment - Menuiserie en acier et serrurerie - Base 2010
08	BT08	Index du bâtiment - Plâtre et préfabriqués - Base 2010
09	BT18a	Index du bâtiment - Menuiserie intérieure - Base 2010
10	BT08	Index du bâtiment - Plâtre et préfabriqués - Base 2010

Lot(s)	Code	Libellé
11	BT10	Index du bâtiment - Revêtements en plastiques - Base 2010
12	BT09	Index du bâtiment - Carrelage et revêtement céramique - Base 2010
13	BT46	Index du bâtiment - Peinture, tenture, revêtements muraux - Base 2010
14	BT48	Index du bâtiment - Ascenseurs - Base 2010
15	BT40	Index du bâtiment - Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique) - Base 2010
15	BT41	Index du bâtiment - Ventilation et conditionnement d'air - Base 2010
15	BT38	Index du bâtiment - Plomberie sanitaire (y compris appareils) - Base 2010
16	BT47	Index du bâtiment - Électricité - Base 2010

### 6.3 - Répartition des dépenses communes

Les dépenses sur compte prorata, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge du ou des titulaires, font l'objet de la répartition forfaitaire suivante :

Libellé
Nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène
Consommation d'eau, d'électricité et de téléphone
Frais d'exploitation des ascenseurs de chantier
Chauffage du chantier
Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ou détournés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable
Frais de nettoyage de chantier s'il n'est pas réalisé correctement et de manière périodique
Frais de gardiennage ou installation de tout système de surveillance si nécessaire
Frais de nettoyage, réparation et remplacement des fournitures et matériels détériorés ou détournés, lorsque l'auteur des dégradations et des détournements est inconnu ou lorsque la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers

Le titulaire du lot 2 Gros-œuvre désigné pour la gestion du compte prorata (dénommé lot principal) procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. En fin de chantier, il effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise. Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

## 7 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

## **8 - Avance**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Travaux.

### **8.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### **8.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, si, lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général douze jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde.

### 9.2 - Présentation des demandes de paiement

**Le dépôt, la transmission et la réception des demandes de paiement électroniques sont effectués exclusivement par mail au maître d'oeuvre, avec copie au maître d'ouvrage, à l'adresse [administration.dirpat@univ-smb.fr](mailto:administration.dirpat@univ-smb.fr)**

La date de réception, par la direction du patrimoine, d'une demande de paiement transmise par mail, est le point de départ du délai global de paiement.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation :

**- Numéro d'engagement juridique : Le numéro d'engagement juridique figure sur le bon de commande. Il commence par 4500. Ce numéro est à rappeler sur chaque demande de paiement.**

### 9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement par le Maître d'oeuvre. Ce dernier devra indiquer la date de réception sur la demande reçue.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

### 9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## 10 - Conditions d'exécution des prestations

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

### 10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

### 10.2 - Implantation des ouvrages

#### 10.2.1 - Piquetage général

Le piquetage général, les tracés d'implantations des axes et niveaux de référence, seront à la charge du lot 02 Gros Œuvre.

### 10.3 - Préparation et coordination des travaux

#### 10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché qui, conformément à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, est de 2 mois à compter du début de ce délai.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré, après consultation des entreprises, dans les conditions énoncées précédemment à l'article « Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution ».

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

### **10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le PGC.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### **10.3.3 - Registre de chantier**

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

### **10.4 - Etudes d'exécution**

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le maître d'œuvre et remis gratuitement au titulaire.

### **10.5 – Démarche BIM**

Les entreprises candidates seront amenées à collaborer quant au renseignement d'informations techniques au sein des maquettes BIM afin d'obtenir un DOE complet en termes de DATA, pour cela, des tableurs seront mis en place par la MOE afin d'effectuer des demandes d'informations de la part des producteurs BIM. Ces informations seront renseignées au fur et à mesure pour éviter un blocage en fin de projet. Des pénalités de retard seront appliquées en cas de non diffusion des éléments BIM, voir article 15.3.

### **10.6 - Installation et organisation du chantier**

#### **10.6.1 - Installation de chantier**

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

#### **10.6.2 - Signalisation de chantier**

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

#### **10.6.3 - Nettoyage de chantier**

Dans le cadre du chantier chaque entreprise devra assurer le nettoyage lui incombant avec l'évacuation de tous ses déchets. En cas de manquement, une entreprise sera mandatée par le maître d'œuvre dont l'intervention sera à la charge de l'entreprise fautive.

### **10.7 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

#### **10.7.1 - Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

#### **10.7.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.



### **10.7.3 - Documents à fournir après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Le dossier des ouvrages exécutés (DOE) est à fournir au maître d'œuvre le jour des Opération Préalables à la Réception.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 100,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

## **11 - Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte d'une part, les objectifs décrits par le titulaire dans le Cadre de Réponse Technique et d'autre part, les descriptions environnementales décrites dans l'article 2.7 du CCTC.

## **12 - Réception**

### **12.1 - Réception des travaux**

#### **12.1.1 - Dispositions applicables à la réception**

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux propres à chaque lot dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

#### **12.1.2 - Réception partielle**

La réception partielle des ouvrages ou parties d'ouvrages est réalisée conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit remettre au maître d'oeuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux. Les délais et modalités de remise des documents applicables sont ceux prévus par ce même article.

Le titulaire se reportera au CCTP pour avoir plus de précisions sur la composition du Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E) et du Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

#### **12.1.3 - Epreuves concluantes**

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

## 13 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

## 14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 15 - Pénalités

### 15.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière d'un montant égal : 400 € (quatre cent euros hors taxe).

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du marché, sous réserve que le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité de résilier le marché pour faute du titulaire en cas de dépassement de ce plafond.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 15.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 100,00 € par absence.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non respect des prescriptions relatives à la signalisation générale du chantier	Forfaitaire	100,00 €	Par infraction
Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites	Forfaitaire	100,00 €	par infraction
Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des ouvrages	Forfaitaire	100,00 €	par infraction

Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrage	Forfaitaire	100,00 €	par infraction
Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction	Forfaitaire	100,00 €	par infraction
Retard dans le nettoyage du chantier	Forfaitaire	100,00 €	par infraction
Retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier	Forfaitaire	100,00 €	par infraction
Absence de dispositifs de nettoyage et décrottage des engins avant sortie du chantier	Forfaitaire	100,00 €	par infraction
Absence de bac décanteur avant rejet aux égouts publics sur dispositifs de nettoyage	Forfaitaire	100,00 €	par infraction
Absence de port du badge	Journalière	100,00 €	par jour
Non respect de l'interdiction de fumer	Forfaitaire	30,00 €	par infraction
Non respect du tri des déchets sur le chantier	Journalière	100,00 €	par jour
Retard dans la remise des DOE	Journalière	50,00 €	par jour
Retard dans la levée des réserves	Journalière	50,00 €	par jour
Retard dans la remise des documents ou informations liés à la démarche BIM	Journalière	50,00 €	par jour
Inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé	Forfaitaire	150,00 €	

## 16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

## 17 - Résiliation du contrat

### 17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 19 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 9.1 du CCAP déroge à l'article 12.4.2 alinéa 4 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux